

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 130 7 décembre 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire

- Le clivage s'estompe entre la gauche et la droite, pas entre les classes
- Le soutien populaire à Chavez n'efface pas les limites de son anti-impérialisme

Le clivage s'estompe entre la gauche et la droite, pas entre les classes

Tandis que Bayrou -l'homme du centre qui cherche « *un autre chemin* »- prétend rassembler « *les meilleurs* » de tous bords, la course entre Royal et Sarkozy est bel et bien partie. L'une tente de garder l'avantage en prenant au Moyen Orient une stature de futur chef d'Etat porte parole des intérêts de la bourgeoisie française tandis que l'autre essaie de policer son image et de rassembler son camp autour de la « *rupture tranquille* »...

Le journal *Les Echos* du 6 décembre écrit « *les deux candidats UMP et PS à la présidentielle cherchent à faire « exploser le clivage gauche droite », selon l'expression de Nicolas Sarkozy, en n'hésitant pas à chasser sur les terres électorales de l'autre* ». Chacun ratisse vers le centre, à la recherche d'une base électorale plus large, proposant ses « *idées neuves* »... dans un contexte de tension des rapports sociaux, d'exacerbation des attaques contre le monde du travail dans le cadre de la mondialisation capitaliste. C'est ce que Bayrou appelle « *faire vivre ensemble les valeurs de la gauche, de la droite et du centre* », telles que « *le goût de l'ordre* » ou « *l'esprit d'entreprise* »...

Des terres de l'extrême droite à la « rupture tranquille »

Mettant fin à un suspense insoutenable, Sarkozy s'est donc déclaré candidat à la candidature. « *Ma réponse est oui* », a annoncé dans la presse régionale celui qui veut « *créer une nouvelle relation avec les Français* ». Pour faire face à la « *dynamique Ségolène* » et se remettre dans le jeu, il tente non seulement de forcer l'allure mais il se recadre au centre, soucieux de se faire un profil plus rassurant après avoir chassé sur les terres de l'extrême droite.

Sarkozy prétend non seulement tout changer mais « *parler à tous les Français, et spécialement ceux qui pensent que ce n'est jamais pour eux* ». Finie pour le moment la brutalité, l'heure est à la rupture tranquille. Il veut « *faire de cette campagne un moment de rencontre, d'écoute, de dialogue* »... pour mieux mener l'offensive et vanter une société où il suffit de vouloir pour pouvoir, « *où ceux qui veulent construire leur destin pourront le faire* », glorifiant le « *mérite* », « *l'effort* », « *le travail* ».

Il n'hésite pas à dénoncer la hausse des prix en écho à Royal qui pourfend la vie chère, ou à se faire le

défenseur inopiné des enseignants... pour mieux remettre en question le temps de travail : « *Je vous propose qu'au lieu de critiquer les enseignants qui font du soutien scolaire pour compléter des revenus trop faibles, nous augmentons la rémunération de ceux qui accepteraient des missions complémentaires* ». Car au moment où les travailleurs subissent de plein fouet les conséquences de la course au profit, les plans de licenciements, la précarité généralisée, Sarkozy promet le « *libre choix* ». Et pour permettre à ceux qui « *voudront mettre du beurre dans les épinards* » de le faire en travaillant plus, il promet aux patrons une exonération des cotisations sociales sur les heures supplémentaires !

Après avoir cherché à attirer les voix de l'extrême droite à coups d'agressions brutales -ce qui n'a fait que nourrir les idées de Le Pen qui, en toute logique, est aujourd'hui en hausse dans les sondages- Sarkozy entend désormais parler au nom des « valeurs communes ».

Gauche populiste et populisme de droite

Ces valeurs communes sont revendiquées par les candidats de l'UMP comme du PS. Les discours de Sarkozy et de Royal témoignent chaque jour de cette convergence. Tous deux veulent « *remettre la société en mouvement* » : quand Sarkozy appelle à s'ouvrir aux idées nouvelles, Ségolène invite à ne pas avoir peur des idées neuves... Ordre juste, encadrement militaire de la jeunesse, remise en cause du temps de travail... les deux rivaux surenchérissent l'un sur l'autre, contraints d'utiliser les mêmes mots, les mêmes phrases creuses pour masquer une politique bien réelle : la remise en cause de tout ce qui témoigne de rapports de forces issus des luttes de la classe ouvrière, les garanties collectives, l'ensemble des droits sociaux et démocratiques.

La mondialisation exige du personnel politique de la bourgeoisie une seule et même politique : que l'Etat se mette tout entier au service des profits, qu'il « accompagne » avec les deniers publics en subventionnant et en exonérant et que, pour les besoins de la concurrence libre et non faussée, il détruise tous les « archaïsmes », les « privilèges » qui génèrent les « frilosités ». « *N'avez pas peur des idées neuves* » répète Ségolène Royal en se disant prête à discuter de tout.

Royal et Sarkozy surfent sur les mêmes préjugés. Le populisme du candidat de l'UMP et les dérives de celle du PS répondent à une même nécessité au moment où la crise du capitalisme exige pour la bourgeoisie une nouvelle offensive contre les droits du monde du travail, où il s'agit de rompre les solidarités, briser les réflexes collectifs pour faire l'apologie de la volonté individuelle, du libre choix et de la liberté d'entreprendre.

La logique de cette politique, si elle ne rencontrait pas d'opposition du côté des travailleurs, ne pourrait que renforcer les idées d'extrême droite, qui que ce soit qui les représente demain. La combattre nécessite de rompre avec la logique du système, avec l'illusion qu'on peut résister dans le cadre des institutions.

Les capitulations désarment

L'expérience récente nous a largement démontré que nous ne trouverons aucune protection contre la montée de l'extrême droite sur le plan institutionnel.

Le souvenir du deuxième tour des présidentielles de 2002 est vif dans bien des mémoires. Au nom de « *faire barrage à l'extrême droite* » les partis de la gauche plurielle se sont rangés comme un seul homme derrière Chirac, d'autant plus empressés qu'il s'agissait pour eux de faire oublier leur propre déroute au premier tour. Le résultat de ce chantage dont ont été rendus prisonniers bien des salariés, bien des militants, c'est que le gouvernement Chirac Raffarin Sarkozy a été élu majoritairement avec des voix de gauche. Cela n'a pas été sans conséquences. Ce chantage et son résultat (82 % des voix à celui qui en rassemblait à grand-peine 19 % au premier tour, et qui quelques années plus tôt parlait « *du bruit et de l'odeur* » des travailleurs immigrés) a paralysé, désarmé les travailleurs, et donné l'avantage à nos pires ennemis qui se sont réclamés en toute logique de la « légitimité » des urnes.

La bataille contre l'extrême droite est une bataille de fond, c'est une bataille d'idées, une bataille sociale qui ne peut en rien se mener sur le terrain institutionnel.

Le Pen se nourrit aujourd'hui de la démagogie sécuritaire de Sarkozy, de tout ce qu'il a semé depuis des années. Comme il s'est aussi nourri et continue à se nourrir, dans le contexte de crise sociale permanente, des capitulations de la gauche.

Le monde du travail et ses militants ne peuvent faire reculer l'extrême droite et ses idées que par leur

propre combat social et politique. Cela ne peut se faire qu'en gardant notre indépendance non seulement vis-à-vis de ceux qui enfilent les habits populistes mais plus largement vis-à-vis de tous ceux qui voudraient maintenir les travailleurs sur le terrain institutionnel.

L'unité pour la lutte et l'exigence de nos droits fondamentaux

Battre la droite et l'extrême droite, rejeter les brutalités sécuritaires, la loi du plus fort, la morale réactionnaire du « qui veut peut » qui ne sert qu'à légitimer l'oppression, le mépris des pauvres, ne peut se faire qu'en affirmant les exigences du monde du travail avec autant de détermination, de confiance, que la bourgeoisie en a pour faire entendre ses propres exigences et donner ses ordres aux gouvernants quels qu'ils soient.

Nous avons besoin de préserver toute notre indépendance pour combattre la cause du mal, la soumission de toute la vie sociale et économique aux intérêts d'une poignée de multinationales et de leurs actionnaires. Faire respecter l'intérêt collectif contre la logique capitaliste pose le problème de qui décide, qui dirige la société et remet en cause la propriété de la bourgeoisie et le pouvoir qu'elle s'est arrogée.

Cela nécessite de ne pas laisser dévier notre révolte, de garder toute notre lucidité face à ceux qui appellent aujourd'hui à « *battre la droite* » et qui demain, aux postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, ne pourront avoir d'autre politique que celle que leur dicteront les multinationales.

Bien au contraire, l'heure est à travailler à l'unité des militants pour peser sur le terrain social, exercer notre pression en unissant nos forces pour préparer les luttes, mener les résistances aujourd'hui éparpillées : luttes contre les plans de licenciements, les fermetures d'usines, pour les salaires, pour les droits démocratiques, contre la délation organisée par les lois sécuritaires de Sarkozy ou contre la répression, telle celle des quatre militants syndicaux de la Rochelle. Une unité pour donner confiance dans la légitimité de nos exigences et nous préparer, avec toute la liberté nécessaire, à faire face aux attaques déjà annoncées, quel que soit le gouvernement.

Carole Lucas



Le soutien populaire à Chavez n'efface pas les limites de son anti-impérialisme

Chavez vient de remporter les élections pour la douzième fois depuis 1998 et obtenir sa réélection jusqu'en 2013. Il a recueilli 7 millions de voix, plus de 60 % des votes, avec 30 % d'abstention. Dans l'immédiat, il contrôle le système politique et a déjà annoncé qu'il se propose de réformer la constitution en 2010 pour assurer sa réélection sans limites. L'opposition bourgeoise a reconnu sa défaite et a promis de respecter le jeu institutionnel.

Néanmoins, les résultats ne sont pas ceux qu'attendait Chavez qui s'était fixé l'objectif de 10 millions de voix. Il en a obtenu 7. Malgré l'enthousiasme populaire pour sa candidature, l'opposition a atteint ses buts. Elle est arrivée, unifiée derrière Rosales, à obtenir un résultat proche de 40 % des voix, soit 4,3 millions, alors qu'elle en escomptait 30 %, soit 4 millions. Elle peut maintenant essayer de jouer la carte de la division à l'intérieur du gouvernement tout en recherchant un accord national dans le cadre de la possible normalisation des relations avec Washington.

La victoire de Chavez est une nouvelle défaite de Bush et sanctionne sa débâcle en Amérique Latine - comme dans le reste du monde. Elle implique une redéfinition de la politique de l'impérialisme. La politique d'agression contre le Venezuela devra se combiner avec la recherche d'un accord comme le laissaient entendre les déclarations des autorités américaines au lendemain de la victoire de Chavez.

Le chavisme et ses perspectives

L'ambiguïté du résultat électoral découle aussi du fait que Chavez n'a présenté aucun programme de

mesures à mettre en place s'il gagnait. Il a simplement demandé un plébiscite, en toute logique au regard de la nature de son régime. La fonction des masses est d'appuyer leur chef, et leurs organisations doivent éviter la discussion.

Ses longs discours donnent des indications. Il a placé ses interventions de la campagne électorale sous le signe du « *socialisme du XXI^e siècle* » à la Bolivar. On peut comprendre que Bush et la bourgeoisie ne soient pas très contents de cette référence, mais Chavez a indiqué qu'après les élections « *il n'y aura pas de changements importants dans l'économie, où l'économie privée s'est beaucoup développée* » et « *de même que nous ne voulons pas la dictature du capitalisme, nous ne voulons non plus la dictature du prolétariat chère à Marx. Nous voulons la démocratie, le socialisme.* » Il a indiqué aussi, dans le même temps que Raoul Castro, qu'il était prêt au dialogue avec les États-Unis (déclarations à la presse du 6 décembre).

C'est clair que le « socialisme » de Chavez se situe ailleurs que dans le long combat international de la classe ouvrière et des exploités. C'est une version du nationalisme, d'une opposition et d'un affrontement limités avec l'impérialisme. Par ailleurs, en Amérique Latine et dans le monde, ce n'est pas le premier dirigeant nationaliste qui agite le drapeau du socialisme.

La longue marche du chavisme a commencé en 1992 avec son soulèvement militaire. Ce dernier avait été précédé par le « caracazo » de 1989, cette vigoureuse révolte populaire contre les sociaux-démocrates, Andres Pérez, sa politique néolibérale et les accords avec le FMI, au prix de centaines de morts. La révolte de 89 a eu pour conséquence le discrédit et la fin du régime politique de grands partis.

C'est une longue crise qui s'inscrit dans un cadre international, l'échec des politiques dites « néolibérales » menées autour du consensus de Washington : effacement de l'État, privatisations, libre circulation des capitaux, déréglementation du marché de la force de travail. La décennie de 1990 est à la fois le point culminant de l'emprise de ce néolibéralisme et son déclin, l'apparition d'une série de soulèvements populaires et de crises politiques. Soit ces crises auront, dans cette période historique, une réponse révolutionnaire avec des mouvements de masses et des partis anticapitalistes, soit elles vont traîner en longueur dans l'instabilité, avec des mouvements nationalistes et des régimes réformistes, « antilibéraux » et d'« unité nationale », avec des issues qui pourraient être dramatiques. On sait aussi que la réalité concrète est toujours plus complexe que les hypothèses théoriques. Chavez et son socialisme sont une variante de régimes nationalistes instables, même si les affrontements avec l'impérialisme et la bourgeoisie ont été très durs (tentative de coup d'État en 2002, grève pétrolière 2002-2003, menaces militaires de Bush).

Une comparaison entre le castrisme de la période révolutionnaire des années 60 et le chavisme est significative. Le castrisme a mis en oeuvre un programme d'expropriation générale de la propriété impérialiste et bourgeoise, y compris dans la paysannerie. Les Forces Armées et l'armature de l'État de la dictature ont été démantelées. En Amérique Latine, le castrisme a essayé de fédérer un ensemble de mouvements nationalistes révolutionnaires, contre les régimes bourgeois réactionnaires. Cuba a été expulsée de l'OEA (Organisation des États Américains). Le chavisme, de son côté, n'a aucun programme d'expropriation de la propriété capitaliste, même dans une perspective purement nationaliste ; il maintient la continuité des institutions de l'État bourgeois et en Amérique Latine, son programme est l'alliance avec les régimes bourgeois, y compris Lula et Kirchner, malgré leur politique au service du grand capital et des impératifs de Washington. Le programme d'unité économique latino-américain de Chavez, l'ALBA, a fini par prendre forme dans les accords du MERCOSUR. Au lieu d'avancer la perspective des États-Unis d'Amérique Latine comme cadre de l'émancipation nationale et sociale, il défend une perspective nationale et bourgeoise dans le cadre de la concurrence capitaliste entre le grand capital impérialiste, les États, les autres fractions capitalistes.

La redistribution de la rente pétrolière et l'État

Dans une large mesure, la politique de Chavez s'appuie sur l'énorme rente pétrolière. Il faut savoir que, d'une manière générale, le coût d'extraction du pétrole est de 7 dollars le baril. Le Venezuela a des coûts encore plus bas. Actuellement, les pays consommateurs accaparent 65 % du surplus pétrolier. Chavez a réussi à ce que l'État garde maintenant une partie significative de cette rente. Cela ne s'est pas fait sans affrontements. Il y a eu une tentative de putsch et la grève de PDVSA qui a fait perdre 20 milliards de dollars. La rente pétrolière était énorme aussi dans les années 70 mais elle servait alors à alimenter la corruption. Chavez essaie de créer un État fort pour redistribuer une partie de la rente et développer des

programmes sociaux. Il s'agit de renégocier les liens avec l'impérialisme, le rapport de force, sans les rompre. C'est une réponse au déséquilibre et à la crise créés par le libéralisme.

Entre 1990 et 2005, la part de la dépense publique dans le PIB a augmenté de 5,4 points et la dépense sociale de 3,9 points. La dépense sociale par habitant a augmenté de plus de 50 %. En même temps, le « secteur privé » continue son développement et la Bourse a connu une hausse de 130 % en 2005. Les analystes favorables à Chavez, mais qui ne sont pas des apologistes, reconnaissent que le « *secteur social connaît un développement qui est encore très limité* ». (Juan Torres Lopez, *Rébellion*, 5 décembre). On peut faire les mêmes constatations pour la réforme agraire. On a « récupéré » 3 millions d'hectares sur les 10 prévus, dont bénéficient 160 000 familles sur les 3 millions de paysans pauvres. En plus, une fraction importante des nouveaux propriétaires va reproduire les relations capitalistes et l'arriération. Le Frente Nacional Campesino Ezequiel Zamora est très critique vis-à-vis de la politique agraire du gouvernement et de ses bureaucrates. Dans les dernières 5 années, 170 dirigeants paysans ont été assassinés (Gladys Martinez Lopez, *Rébellion*, 27 novembre).

Lutter pour l'indépendance ouvrière

Les affrontements entre Chavez et l'impérialisme, sa politique, y compris sa politique sociale, soulignent la nécessité d'une expression politique indépendante de la classe ouvrière, socialiste et anticapitaliste. L'organisation ouvrière, les comités, la mobilisation contre la bourgeoisie et les politiques du gouvernement, contre la corruption et la bureaucratie, sont encore plus nécessaires parce que le pays traverse une longue période de convulsions. C'est la mobilisation populaire qui peut défaire la bourgeoisie comme on l'a vu en avril 2002 avec le coup d'État ; c'est le programme socialiste qui peut faire avancer vers l'émancipation nationale, l'unification continentale et l'indépendance vis-à-vis de l'impérialisme.

Au Venezuela, les militants et tendances favorables à cette orientation sont encore très minoritaires, faibles et dispersés. Les élections étaient une opportunité pour ces tendances et militants de se regrouper, d'apparaître dans la lutte politique pour l'indépendance ouvrière. Il ne fallait pas appeler à voter Chavez. Par contre, sur des formes tactiques que seuls les militants engagés sur place pourraient déterminer, il fallait lancer l'appel pour un programme indépendant de la classe ouvrière.

Il y avait d'autant plus de raisons à militer pour une candidature indépendante de Chavez que l'objectif de 10 millions de voix était pour Chavez l'expression de son besoin de discipliner les masses et leurs organisations pour imposer son programme et ses manœuvres politiques sans discussion possible.

Des intellectuels et militants d'extrême gauche de différents pays ont publié un court manifeste sur le titre « *Si nous étions Vénézuéliens, nous voterions Chavez* ». Ce manifeste a été un très mauvais service pour les militants et organisations révolutionnaires du Venezuela.

Le document dans sa brièveté est un condensé des erreurs politiques à ne pas commettre. Il met en valeur la contribution de Chavez au « *processus révolutionnaire* », « *malgré le maintien d'une structure étatique héritée de la démocratie bourgeoise* » (sic) quand ce maintien est un obstacle central à la mobilisation de masses. C'est pourtant bien là le seul critère qui permet de dire qu'un processus est révolutionnaire. L'appel identifie la politique internationale de Chavez à une opposition sans concession à l'impérialisme comme si tout affrontement était révolutionnaire. Le monde est plein de régimes qui s'affrontent avec l'impérialisme, sans pour autant représenter la lutte pour l'émancipation sociale et politique. Les soutenir dans cet affrontement n'implique nullement de tomber dans l'apologie. Finalement, et sans surprises, le document appuie les régimes de l'alliance latino-américaine de Chavez, Lula et Kirchner entre autres, c'est-à-dire avec des gouvernements aux orientations réactionnaires.

On ne doit pas renoncer à l'indépendance ouvrière pour quelque raison que ce soit. Préserver cette indépendance est la seule façon de pouvoir peser afin que les travailleurs et les masses populaires puissent intervenir pour leur propre compte.

Sophie Candela



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débatmilitant**. Merci.